

AMENAGEMENT DU BATIMENT A DE L'UFR ARTS LETTRES ET LANGUES ILE DU SAULCY A METZ

Maîtrise d'ouvrage



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

Université de Lorraine

34, Cours Léopold – CS 25233

54 052 NANCY Cedex

Tél 03 72 74 06 77

PRO - DCE CCTP LOT 01 - DESAMIANPAGE



Maîtrise d'œuvre :

Architecte



Patrick Paul MICHEL Architecte

47, rue Saint-Livier – 57000 Metz

Tél 03 87 63 86 61 – agence@ppm-architecte.fr

Intervenants :

Bureau de Contrôle



BTP CONSULTANTS

92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ

Tél : 03 72 39 54 63 - cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordinateur SPS



ALPES CONTROLES

1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ

Tél : 03 72 39 53 47 – metz@alpes-contrôles.fr

SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS	3
1.1	OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX.	3
1.2	INTERVENANTS ET CONTACTS	3
1.3	OBJET DE LA PRESENTE ENTREPRISE - ÉTENDUE DES TRAVAUX	4
1.4	PREVENTION DU RISQUE D'EXPOSITION A L'AMIANTE	4
1.5	CONNAISSANCE DES LIEUX	4
1.6	RAPPEL DES INTERVENTIONS EN CO-ACTIVITE	4
1.7	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	5
1.7.1	CARACTERE NON LIMITATIF DU CCTP	5
1.7.2	PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT	5
1.8	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	5
1.8.1	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	5
1.8.2	ORDRE DE PRESEANCE	5
1.8.3	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DES D.T.U./C.C.T.G.	5
1.8.4	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERE GENERAL	6
1.9	DIMENSIONS DES OUVRAGES	6
1.10	CONSISTANCE DES TRAVAUX	6
1.11	DOCUMENTS D'EXECUTION	6
1.12	COORDINATION DES TRAVAUX	7
1.13	NETTOYAGE - ENTRETIEN	7
1.14	APPROVISIONNEMENTS SUR LE CHANTIER	8
1.15	ÉCHANTILLONS	8
1.16	ENLEVEMENT DES MATERIAUX DEPOSES ET DES GRAVOIS	8
1.17	SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	8
1.18	NUISANCES & SITE OCCUPE	8
1.19	ASSURANCES ET GARANTIES	9
1.20	SOUS-TRAITANCE	9
1.21	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION "SECURITE INCENDIE"	9
1.22	PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SANTE	9
1.23	OBLIGATION DE RESULTAT – REGLES DE L'ART	10
1.24	OBLIGATIONS ET OBSERVATIONS COMMUNES	10
1.24.1	PLANNING	10
1.24.2	CONTROLE DES TRAVAUX	11
1.24.3	RECEPTION DES SUPPORTS PAR CHAQUE ENTREPRISE.	11
1.24.4	COMPTE PRORATA	11
1.25	RECEPTION	11
1.26	DOE	11
2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES	12
2.1	DESAMIANPAGE	12
2.1.1	RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	12
2.1.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX	12
2.1.2.1	Ils comprennent (conformément aux règles spécifiques d'exécution) :	12
2.1.2.2	Sont explicitement compris	13
2.1.2.3	Conditionnement des déchets	13
2.1.2.4	Neutralisation des réseaux	14
2.1.2.5	Confinement	14
2.1.2.6	Analyse et mesures d'empoussièrement	14
3	DÉSAMIANTAGE	15
3.1	INSTALLATION DE CHANTIER – SANTE – HYGIÈNE – SÉCURITÉ	16
3.1.1	CONSTAT D'HUISSIER DES EXISTANTS, AVANT TRAVAUX	16
3.1.2	BRANCHEMENT ELECTRIQUE	16
3.1.3	BRANCHEMENT EAU	16
3.1.4	INSTALLATION BASE VIE	16
3.1.5	PROTECTIONS COLLECTIVES	17
3.1.6	CONSIGNATION DES RESEAUX	17
3.2	DÉSAMIANTAGE	17
3.2.1	ÉTABLISSEMENT DU PLAN DE RETRAIT	17
3.2.2	INSTALLATIONS TECHNIQUES POUR LE DESAMIANPAGE	18
3.2.3	CONFINEMENT	18
3.2.4	DEPOSE DE DALLES DE SOL + COLLE NOIRE	18
3.2.5	DEPOSE DE MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	18
3.2.6	FOURNITURE DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (APRES DESAMIANPAGE ET APRES DECONFINEMENT)	18
3.3	FOURNITURE DES DOE / DIUO	19

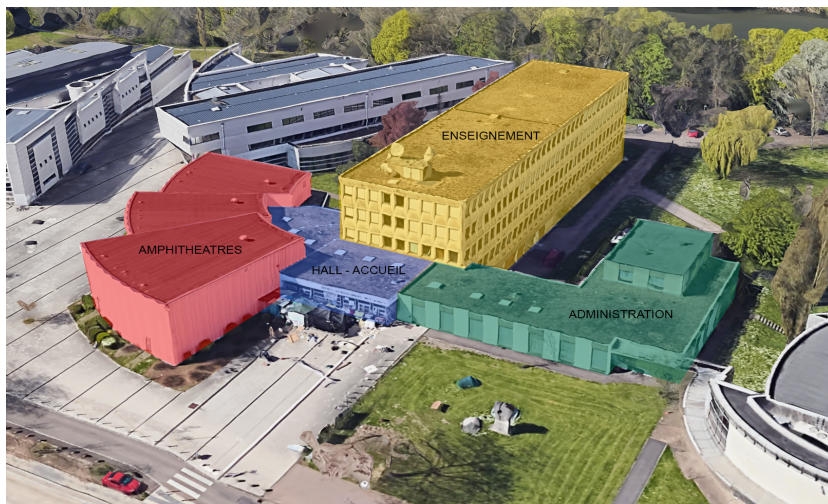
1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet et connaissance des travaux.

Ce dossier PRO DCE indice 0 fait suite au dossier APD v.2 et aux remarques émises par le Maître d'Ouvrage.

Le projet porte sur des travaux d'aménagement du bâtiment A de l'UFR Art, Lettre et Langues situé sur le campus du Saulcy.

Le bâtiment s'organise en 3 entités : les amphithéâtres (au RDC), l'enseignement (du RDJ et R+3) et l'administration (RDC et R+1).



Les locaux concernés par la présente opération d'aménagement se situent dans la partie enseignement et se développent sur 2 niveaux : le Rez-De-Jardin et Rez-De-Chaussée.

Le programme :

Améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement au sein du bâtiment A de l'UFR Arts Lettres et Langues situé sur le campus du Saulcy à Metz.

Avec d'une part, l'aménagement du département Arts du Spectacle au RDC et d'autre part, l'aménagement d'une partie du sous-sol en locaux de stockage, archives et pour l'épicerie solidaire au RDJ.

D'une manière générale, le bâtiment n'a jamais subi de rénovation globale, mais uniquement au cas par cas, suivant nécessité. Les salles concernées par la présente opération sont aujourd'hui inadaptées à leur usage.

1.2 Intervenants et contacts

Maîtrise d'œuvre :

Architecte : PPM Architecte - Patrick Paul MICHEL
47, rue Saint Livier 57000 METZ
03 87 63 86 61
agence@ppm-architecte.fr

Bureau de contrôle :

BTP CONSULTANTS
92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ
03 72 39 54 63
cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé

ALPES CONTROLES
1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ
03 72 39 53 47
metz@alpes-controles.fr

L'entrepreneur titulaire du présent marché aura en charge les prises de rendez-vous et l'information quotidienne auprès des usagers, par tous moyens efficaces (contacts téléphoniques, affichages, courriers, avertissements directs, etc...) ; en cas de litige, il devra fournir la preuve de ses actions en transmettant systématiquement une copie au Maître d'œuvre et d'ouvrage.

1.3 Objet de la présente entreprise - Étendue des travaux

La présente entreprise a pour objet l'exécution des travaux de DÉSAMANTAGE faisant l'objet du présent lot n° 01. Les prestations à la charge du présent corps d'état comprenant tous les travaux de Désamiantage, ainsi que tous travaux annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

1.4 Prévention du risque d'exposition à l'amiante

Des repérages d'amiante dans les composants liés aux travaux décrits dans ce document ont été réalisés.

Les rapports sont joints à l'appel d'offres.

L'entrepreneur est censé en avoir pris connaissance et avoir intégré dans son offre toutes dispositions visant à respecter la réglementation en vigueur sur les risques d'exposition à l'amiante pour ses salariés et toutes personnes ou animaux résidant dans ou à proximité des locaux concernés par les matériaux amiantés.

Certains personnels encadrant et non encadrant de l'entreprise, ainsi que des entreprises cocontractantes et sous-traitantes œuvrant sur site et mandatées par le titulaire, sont réputés être formés aux risques amiante.

L'entrepreneur mettra en œuvre les protections collectives et individuelles demandées dans la réglementation en vigueur sur l'amiante et par toutes personnes des organismes référant ou de contrôle. Ces protections concernent ses employés, ses sous-traitants et toutes les personnes situées dans l'environnement immédiat du chantier.

1.5 Connaissance des lieux

L'entrepreneur qui remet une offre est réputé avoir pris connaissance par ses propres moyens des lieux et des équipements existants et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit avoir une influence sur la technicité, la qualité et les délais d'exécution des travaux, sur la mise en sécurité des lieux, sur les prix des ouvrages à réaliser.

Il devra au besoin, avant la remise de son offre, toute investigation complémentaire lui permettant de mieux connaître les lieux et les usages locaux.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de travaux et de prix, à des prolongations de délais et à la mise en œuvre de prestations et matériaux inadaptés.

La reconnaissance technique des supports existants à rénover ou à remplacer portera sur la constitution, la nature, l'état et l'importance des existants.

1.6 Rappel des interventions en co-activité

Les travaux décrits dans le présent document sont à réaliser en zone urbaine, dans des locaux et/ou aux abords de bâtiments utilisés par du public.

L'entrepreneur prendra de ce fait toutes dispositions dans l'organisation et la réalisation de ces travaux afin de n'engendrer aucun trouble et aucun risque aux personnes, aux animaux et pour protéger les existants et les biens.

Le maître d'ouvrage informera le titulaire du présent marché, de l'intervention d'autres intervenants que ceux indiqués dans le présent CCTP dont il a connaissance concourant à la rénovation ou à l'entretien des bâtiments et des lieux d'exécution des présentes.

L'entrepreneur du présent marché sera toujours tenu :

- de s'associer dès qu'il en a connaissance, à tout entretien ou réunion visant à l'organisation et à la sécurité de chantiers à déroulements simultanés destinés à la rénovation des bâtiments
- de pourvoir à une communication active et constructive vis à vis des autres intervenants : entreprises, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et de contrôle, Coordonnateur SPS, maître d'ouvrage, etc...

1.7 Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.7.1 *Caractère non limitatif du CCTP*

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

1.7.2 *Présentation et articulation du présent document*

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

- 1.0 - Clauses et prescriptions générales
- 2.0 - Prescriptions techniques particulières
- 3.0 - Devis descriptif et de position

Les clauses et prescriptions énoncées en 1.0 et 2.0 ont un caractère complémentaire, et elles ne pourront en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, être opposées entre elles.

1.8 Documents de référence contractuels

1.8.1 *Obligations contractuelles*

Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) pour les marchés privés, ou les Fascicules Interministériels (C.C.T.G.) pour les marchés publics, ainsi que les Normes Françaises (N.F.) sont documents contractuels.

Seront Documents contractuels tous les D.T.U. et documents ayant valeur de D.T.U., énumérés dans le C.C.T.P. des différents lots, mêmes ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un Fascicule interministériel (C.C.T.G.) à la date telle qu'elle est définie ci-dessous, ceci par dérogation à la Réglementation des marchés publics.

Les C.C.S. des D.T.U. par contre ne sont pas Documents contractuels pour les marchés publics.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître les D.T.U. ou C.C.T.G. ainsi que les N.F. en vigueur, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre :

- tous les fascicules, additifs, modificatifs etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

1.8.2 *Ordre de préséance*

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P et les clauses et prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes qui prévaudront.

- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, contenues plus particulièrement dans les "Cahiers des Clauses Spéciales des D.T.U.", se sont les clauses des documents particuliers du marché (C.C.A.P. et C.C.T.P) qui prévaudront.

1.8.3 *Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G.*

Pour les matériaux et produits "non traditionnels" qui n'entrent pas dans le domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G., les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique, pour les matériaux et produits qui en ont fait l'objet
- Règles et prescriptions du Fabricant pour les matériaux et produits n'ayant pas fait l'objet d'un "Avis technique".

1.8.4 Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- R.E.E.F. ;
- Réglementation Sécurité Incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire Départemental et/ou National ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la Construction, à l'Urbanisme, à la Sécurité, etc.

1.9 Dimensions des ouvrages

L'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de côtes qui lui seront nécessaires.

1.10 Consistance des travaux

Les prestations à réaliser au titre du présent lot comprendront notamment :

- Le transport, la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits, matériels et accessoires ;
- Les ouvrages seront exécutés conformément au présent descriptif et comporteront en plus des éléments énumérés, les accessoires nécessaires au parfait et complet achèvement ;
- La dépose et repose partielle de certains ouvrages existants pour mener à bien les travaux ;
- L'entrepreneur devra, en outre, procéder à la dépose et à l'évacuation des ouvrages remplacés. Il exécutera tous les raccords de maçonnerie, d'enduit, de plâtre ou autres revêtements ou tous autres habillages le cas échéant ;
- Les matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre des produits ;
- Les échafaudages nécessaires à la mise en œuvre des matériaux ;
- Les garde-corps nécessaires à la protection contre la chute des ouvriers et des matériaux ;
- La protection contre les intempéries de toutes natures ;
- Le nettoyage des salissures occasionnées par les interventions ;
- L'enlèvement de tous déchets, cartons, bidons et débris de toutes sortes provenant des travaux et la remise en état de toutes parties de murs, planchers, sols, menuiseries, vitreries, etc. dégradés par ces travaux ;
- L'exécution d'échantillons, d'essais et de contrôles nécessaires ;
- Le nettoyage et la mise en service ;

Tous les travaux accessoires nécessaires à l'exécution et à la bonne finition des travaux font implicitement partie du marché de l'entreprise.

1.11 Documents d'exécution

L'Entrepreneur devra soumettre au maître d'Œuvre, dans un délai de 20 jours à compter de la date de notification de chaque ordre de service, les pénalités seront appliquées en cas de délais non respecté.

Ensemble comprenant les pièces suivantes :

- o Le calendrier d'exécution des travaux par tâche, suivant trame du DPGF
- o Le projet des installations de chantier (plan, détails de la composition de la base vie, etc.)
- o Le plan de prévention de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S)
- o Un mémoire relatif à l'origine et à la qualité des fournitures et matériaux à mettre en œuvre,
- o Le plan d'assurance qualité,
- o Le plan de signalisation de chantier,
- o Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- o Les plans d'atelier et de chantier,
- o Les notes de calculs,
- o Les plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Oeuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structurels et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

1.12 Coordination des travaux

L'entrepreneur du présent lot devra passer commande en temps opportun à ses fournisseurs pour tous les produits dont il ne disposerait pas en atelier et nécessaires à la réalisation de ses travaux, sans compromettre le démarrage et de ceux-ci dans les temps et dates fixés au calendrier d'exécution.

Le Maître d'Oeuvre se réserve la possibilité de demander copie de ses commandes à l'entrepreneur et de vérifier dans ses ateliers ou sur le chantier, l'approvisionnement de ses fournitures et l'avancement des travaux de fabrication ou de façon nécessaire à la réalisation du chantier.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un retard apporté à la mise en œuvre de ses produits ou matériaux du fait d'une insuffisance d'approvisionnement.

1.13 Nettoyage - entretien

Conformément au Cahier des Clauses Administrative Générale de travaux en vigueur, le titulaire du présent marché veille lors de la réalisation de ses prestations, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Il doit pouvoir en justifier à tout moment et sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage ou des autorités compétentes.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de limiter les nuisances à l'environnement, notamment pour les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et la flore, la pollution des eaux superficielles.

Gestion individuelle des déchets par chaque entreprise :

L'entrepreneur s'engage à ce que les gravois, déchets, matériaux et matériels provenant du chantier soient triés sur site et évacués journellement et au fur et à mesure de leur extraction vers des centres de valorisation et de recyclage adaptés, à toute distance, par tous moyens, à ses frais.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, taxes, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

Le chantier devra toujours être maintenu en bon état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet, conformément au PGC et à la charte chantier.

Les débris, chutes et déchets de toutes sortes provenant de la mise en œuvre de ses matériaux ou produits ne devront en aucun cas gêner les autres corps d'état dans l'exécution de leurs travaux.

En fin des travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages dans toutes les zones touchées par les travaux ainsi que celles utilisées pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Il devra exécuter à ses frais tous les travaux pour l'entretien et la réparation, qui seraient jugés nécessaires avant la réception des travaux.

Dans tous les cas, l'entrepreneur procédera au nettoyage final de ses ouvrages et de son chantier et maintiendra ceux-ci en bon état jusqu'à la date de réception des travaux.

En cas de non-respect des obligations de l'entrepreneur, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages et remise en états par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de l'entrepreneur.

1.14 Approvisionnements sur le chantier

Lors de l'installation de chantier, un emplacement sera déterminé et délimité physiquement en temps voulu. Les approvisionnements se feront quotidiennement, toutefois certains approvisionnements pourront être réalisés dans les locaux projetés selon la planification des travaux et sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

1.15 Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais, tous les échantillons de matériaux et produits, correspondant aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Ces échantillons seront à faire parvenir dans un délai de 8 jours après notification du marché. Ils seront expédiés aux frais de l'entrepreneur avec retour éventuel à sa charge (ces échantillons seront déposés au bureau du Maître d'œuvre).

1.16 Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

1.17 Sécurité et hygiène des chantiers

Elles seront conformes à la législation en vigueur.

Les travaux seront à réaliser en site occupé et des dispositions particulières seront à prendre de ce fait par l'entrepreneur :

- Pour garantir la sécurité des occupants
- Pour protéger les existants

L'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation des poussières par mise en place d'écrans en bâches et par emploi d'appareillage électroportatif approprié récent et en bon état de fonctionnement.

Aucun câble électrique volant raccord de tuyauterie véhiculant un quelconque fluide, ne devra être placé dans les lieux de passage public, ni être accessible à toute personne étrangère à l'entreprise.

Dans le cas où le personnel de l'entreprise aurait à passer par l'intérieur de locaux privatifs pour accéder aux lieux d'exécution de travaux, toutes dispositions seront à prendre pour éviter toutes salissures ou tous dommages aux revêtements et équipements existants.

Il en serait de même en ce qui concerne les abords et espaces intérieures qui ne devront subir aucune dégradation du fait des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Salissures du domaine public et du domaine privé

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, accès aux bâtiments etc., des domaines privé et public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection et de signalisation.

1.18 Nuisances & site occupé

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- la détérioration des existants ;
- le défaut de nettoyage journalier ;
- les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- le bruit ;
- les poussières ;
- les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc...) ;

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- le nombre d'ouvriers ;
- l'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Compte tenu des conditions du chantier, l'entrepreneur veillera à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

1.19 Assurances et garanties

Conformes aux prescriptions du C.C.A.G.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages y compris aux biens construits, causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit contracter les assurances couvrant l'activité et les travaux qui sont décrits dans le présent CCTP : il devra souscrire obligatoirement une police d'assurance spécifiques et complémentaires en cas de manque par rapport à l'activité déclarée.

L'attestation sera à fournir au moment de la signature du marché public.

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale du signataire du marché pour toutes les activités détaillées au CCTP ou au programme détaillé des travaux et mises en œuvre sur le chantier y compris celles sous-traitées immédiatement ou ultérieurement.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours maximum, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue des responsabilités garanties dont la période de validité doit couvrir la date de la DROC sauf création d'entreprise postérieure à cette date.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation en vigueur, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de justificatifs d'assurances, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché de plein droit sans autres préavis.

1.20 Sous-traitance

Aucun sous-traitant ne sera admis, s'il n'a été préalablement agréé par le pouvoir adjudicateur et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

Le ou les sous-traitants devront justifier de leurs qualifications.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable de l'ensemble des travaux qui lui ont été confiés.

Avant toutes interventions sur le chantier le titulaire devra fournir un dossier complet pour validation avant (RIB, Kbis, assurances, DC4 signé, ...)

1.21 Conformité à la réglementation "sécurité incendie"

Pour tous les matériaux et produits concernés par la Réglementation "Sécurité incendie", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le P.V. d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

1.22 Plan général de coordination en matière de protection de la santé

Le chantier est soumis en matière de sécurité aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination d'un coordonnateur SPS dont la mission s'exerce lors des phases études des projets et lors des phases de réalisation, par la création de plans particuliers d'un collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) si le quota réglementaire est atteint.

Obligations des entreprises :

- participer activement à cette coordination ;
- participer aux réunions d'organisation de la coordination ;
- transmettre au Coordonnateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés ;
- assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier ;
- faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant début des travaux ;
- désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises comprendront les frais dus aux observations et obligations directes ou indirectes précisées dans le PGC SPS.

NOTA : l'entreprise devra se conformer aux prescriptions générales de coordination du P.G.C. et du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage)

1.23 Obligation de résultat – Règles de l'Art

L'obligation de résultat se définit par l'engagement contractuel des intervenants, de respecter les exigences fonctionnelles, techniques et réglementaire du projet.

Chaque intervenant vérifiera au fur et à mesure de la réalisation de ses travaux qu'ils permettent bien d'atteindre le résultat souhaité par le Maître d'ouvrage, et de réaliser le projet prévu en apportant toutes améliorations ou adaptations nécessaires, après validation MOE/MOA.

A ce titre, chaque intervenant est tenu de mettre en œuvre son savoir-faire correspondant aux Règles de l'Art de son métier principal régulièrement déclaré et enregistré. En cas de doute ou d'incapacité de faire, l'intervenant recherchera un prestataire le mieux adapté à la situation et le proposera en cotraitance ou en sous-traitance pour acceptation aux Maître d'œuvre et d'ouvrage.

Les travaux dus par l'Entrepreneur et décrits sommairement ci-après devront comporter l'intégralité des ouvrages nécessaires à leur complet achèvement et comprendre la fourniture de matériaux neufs et de première qualité et de tous les accessoires correspondants relevant de sa spécialité.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour la préservation des ouvrages réalisés par lui et ceux réadaptés, jusqu'à la réception finale unique des prestations du marché effectuée avec le Maître d'ouvrage.

1.24 Obligations et observations communes

1.24.1 Planning

L'Entrepreneur établira et proposera un planning d'exécution des travaux sur la trame du DPGF, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché. Ce planning respectera les conditions du présent C.C.T.P. et devra être proposé pour validation du maître d'œuvre qui, s'il y a lieu, le retournera accompagné de ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrables, à date de réception.

Un planning par phase des interventions spécifiques et condensés sera proposé par l'entreprise pour toute interventions liées de près ou de loin aux locaux occupés.

Il sera procédé à l'examen et à la mise au point du planning général par séquence de travaux en réunion de chantier hebdomadaire.

Le planning général de chantier sera affiché en salle de réunion sur chantier. En cas d'actualisation du planning, le planning mis à jour sera à afficher sur chantier. L'ancien devra néanmoins être conservé dans la salle de réunion.

L'Entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Si l'Entrepreneur ne respecte pas le programme et sans préjudice des mesures applicables en vertu des articles du C.C.A.G., le maître d'Œuvre pourra prescrire à l'Entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais sans que les dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'œuvre n'ouvrent droit pour l'Entrepreneur à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

Le maître d'Œuvre pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci lui paraissent manifestement insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, sans que l'Entrepreneur ne puisse élever aucune réclamation en raison du trouble qui pourrait être apporté à ses prévisions quant à l'organisation de ses chantiers.

1.24.2 Contrôle des travaux

L'Entrepreneur sera tenu de laisser, à tout moment, les responsables chargés du contrôle désignés par le maître d'Œuvre ou maître d'Ouvrage, pénétrer sur le chantier, le visiter et prendre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions. Il en sera de même pour les représentants du maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur aura un représentant permanent qualifié et ayant pouvoir de décision sur le chantier. Ce représentant devra être en place pour la durée du chantier et n'aura qu'un seul suppléant.

1.24.3 Réception des supports par chaque entreprise.

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le subjectile d'une prestation d'une autre entreprise. L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

1.24.4 Compte prorata

Il sera établi un compte prorata pour la répartition des dépenses communes de chantier, ces frais généraux comprennent (liste non-exhaustive) :

- ≈ Utilités (électricité, eau,),
- ≈ entretien des installations de chantier (cabane, sanitaires, protections,),
- ≈ Nettoyage,
- ≈ préchauffage des zones travaux en période hivernale,
- ≈ Gestion des déchets,

Le titulaire du compte prorata est le Lot PLâtrerie. L'organisation, la mise en place des équipements et les avances de frais seront à sa charge.

Enfin les autres Entrepreneurs seront désignés au démarrage du chantier pour siéger dans la commission compte prorata.

Ces frais sont compris dans le montant global et forfaitaire et ne pourront faire l'objet d'une demande de rémunération supplémentaire.

Les frais du compte prorata seront répartis entre tous les lots en fonction du montant du marché.

1.25 Réception

Une réception unique est formalisée par écrit et prononcée à l'achèvement complet de l'ensemble des travaux du marché.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, **la réception unique des travaux du marché conclu sera à demander par écrit par chaque l'entreprise au Maître d'Œuvre et d'ouvrage.**

1.26 DOE

Les DOE seront fournis sous forme dématérialisée, aux formats PDF, Word, Excel, JPEG, DWG, intégrant les essais COPREC + passage des caméras de manière générale.

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Pour l'ensemble des travaux et dans le cadre de la période de préparation de chantier l'entreprise titulaire est tenue de produire :

- un planning d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2.1 du CCAG Travaux ,
- un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité, conformément à l'article 28.2.1 du CCAG Travaux.

2.1 Désamiantage

Ce chapitre concerne les travaux de désamiantage des ouvrages contenant de l'amiante relevés dans les Rapports de Repérage des Matériaux et Produits contenant de l'amiante réalisés.

2.1.1 *Rappel de la réglementation en vigueur*

Code de la santé publique mis à jour par le Décret n°2011-629 du 03 juin 2011.

Code du travail mis à jour par le Décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

Guide de prévention INRS/OPPBTP/Ministère du travail référence ED6091.

Code de l'environnement mis à jour par le Décret n°2011828 du 11 juillet 2011. Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

Guide de prévention INRS/Ministère du travail/ADEME référence ED6028.

Norme NF X46-010 et NF X46-011 relatif aux modalités de certification des entreprises effectuant du retrait ou de l'encapsulage de matériaux ou produit contenant de l'amiante.

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle de respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C, contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

2.1.2 *Consistance des travaux*

Ces travaux concernent tous les matériaux amiantés, indiqués aux rapports établis, situés dans l'emprise des locaux réaménagés ; ces travaux sont réalisés préalablement à la démolition des ouvrages.

2.1.2.1 Ils comprennent (conformément aux règles spécifiques d'exécution) :

- toutes démarches administratives : établissement d'un plan de retrait adressé 30 jours avant le début des travaux à la DIRECCTE, la CARSAT service prévention, le médecin du travail et l'OPPBTP ; état préalable des lieux ; ce plan de retrait fera office de PPSPS pour l'entreprise principale, mais il ne dispensera pas les éventuels sous-traitants de rédiger leur propre PPSPS,
- tous matériels et équipements (masques, vêtements de protection,...) nécessaire à l'exécution des travaux des ouvrages à base d'amiante et la préparation des lieux de travaux (fermeture des ouvertures, confinements éventuels et sas de confinement),

- l'exécution des travaux avec tous les dépoussiérages, les nettoyages et traitements nécessaires,
- l'emballage des déchets sous sacs étanches et la sortie de ceux-ci,
- les mesures d'empoussièrément et le certificat de fin de travaux.
- plus généralement, toutes mesures libératoires exigibles par tous les organismes concernés et pris en charge par la Maître d'Ouvrage ou relevant du protocole de l'entreprise, sans aucune rémunération supplémentaire et jusqu'à l'obtention d'un résultat satisfaisant.
- la dépose ou le démontage, y compris toutes sujétions, l'évacuation et le traitement de tout matériau contenant de l'amiante.
- toutes précautions particulières pour la conservation des ouvrages contigus,
- toutes façons et sujétions diverses (coupe, démontage,...),
- la mise en place d'échafaudages suivant réglementation,
- tous dispositifs et équipements de sécurité ; protection provisoire de chantier,
- la sortie et l'évacuation des gravats ; le maintien régulier du chantier en état de propreté ; tous nettoyages en fin de chantier,
- tous dispositifs de protection des personnes et des biens ; la réparation des ouvrages endommagés créant un risque quelconque pour la sécurité des personnes ; sujétions diverses,
- l'isolement et le confinement des zones de travail par des cloisons étanches en périphérie, y compris dispositifs d'accès et toutes sujétions de déplacement suivant phasage,
- Le plan de retrait complet devra être déposé au plus tard au terme de la première semaine de la période de préparation et une copie de la preuve d'envoi aux organismes de prévention sera exigée,
- la mise en place d'une clôture de chantier en périphérie du chantier de type barrières de chantier opaques, hauteur 2 m, y compris plots béton, renforts et boulonnage, parfaitement étanches en permanence y compris portails et portillons d'accès ; l'ensemble selon normes en vigueur, pour la durée d'intervention de l'entreprise, y compris signalisation, et éclairage des cheminements.

2.1.2.2 Sont explicitement compris

- la dépose des matériaux amiantés évitant toute production de poussière, et leur mise sous sacs étanches ; la dépose des ouvrages accessoires, leur sortie,
- suivant nécessité, au droit des ouvrages amiantés et déposés, la dépose soignée et repose à l'identique des ouvrages adjacents conservés,
- l'évacuation des matériaux amiantés vers un centre de stockage ou de traitement agréé et frais de mise en stock (attestations de stockage à fournir, avec quantités) ; l'évacuation des autres matériaux vers des décharges appropriées.

2.1.2.3 Conditionnement des déchets

Les déchets friables ou morcelés seront impérativement mis sous sacs étanches.

La classification des matériaux et le niveau de protection à apporter sera à apprécier au cas par cas par l'entrepreneur.

Le coordonnateur de sécurité pourra imposer une protection renforcée des éléments insuffisamment évalués.

L'entreprise se conformera aux dispositions de l'ADR pour le transport des déchets (agrément des emballages, plan de chargement, vérification des compétences et l'agrément du chauffeur et transporteur, contrôle du chargement et équipement du véhicule).

L'entreprise proposera au Maître d'ouvrage, avant départ des déchets, les BSDA pour acceptation et signature. Lors de cette séance, l'entreprise présentera la(les) fiche(s) d'identification(s) des déchets – FID – et le(s) certificat(s) d'acceptation(s) préalable(s) – CAP – correspondants. Avant signature de ces documents par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sera chargé de les contrôler.

L'entreprise veillera à ce que les BSDA soient retournés (remplis par toutes les parties acteur de la gestion des déchets du présent chantier) dans un délai maximum de 30 jours calendaires. L'entreprise informera le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre des difficultés rencontrées pour la réalisation de cet impératif.

NOTA :

- l'entreprise titulaire du présent lot devra posséder la qualification QUALIBAT 1552 ou équivalent,
- dans le cas de revêtements de sols arrachés et de présence d'amiante, une méthodologie d'urgence devra être travaillé et validé avec la DIRECCTE,
- stockage sur site des déchets dans aire étanche avant évacuation,
- l'entreprise devra prévoir dans sa méthodologie les moyens adéquats pour sortir les gravats et/ou sacs de gravats. Il sera interdit de jeter,

- y compris toutes sujétions suivant le Guide de prévention ED 6091 de février 2011 "Travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante" édité par l'Institut National de Recherche et de Sécurité.

La MOA/MOE se réserve le droit de réaliser des contrôles visuels libératoires lors des dernières mesures d'empoussièrement.

2.1.2.4 Neutralisation des réseaux

L'entreprise devra le repérage de tous les réseaux traversant la zone de désamiantage (eau froide, eau chaude sanitaire, eau de chauffage, eau usée, réseaux électriques et courants faibles) et neutraliser si nécessaire ces réseaux afin d'éliminer tous risques.

Les installations et réseaux fixés sur les ouvrages amiantés ou simplement gênant seront eux aussi déposés, traités et évacués aux décharges agréées.

2.1.2.5 Confinement

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc.) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recoupement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Elle devra la mise en place d'un film plastique sur la totalité des sols dans la zone de travail. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aéraulique prévisionnelle) et sera communiqué au SPS.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

2.1.2.6 Analyse et mesures d'empoussièrement

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau génères lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination.

Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, l'entreprise devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets.

Les différents types d'analyses à effectuer :

- analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution.

- analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau.

En dehors des prélèvements et analyses de l'air et de l'eau, l'entreprise procède à de nombreux autocontrôles sur les éléments constitutifs des confinements statiques et dynamiques, tels que l'état du confinement, la dépression en zone, les vérifications aérauliques par le test au fumigène et des contrôles périodiques, les vérifications des équipements de protection individuelle et collective.

L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier.

Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

Le test libératoire à la charge de l'entreprise est réalisé par un laboratoire indépendant et agréé après l'examen visuel des surfaces traitées (voir ci-après). Son résultat conditionne la libération de la zone et ne doit pas dépasser la valeur VLEP réglementaire admise (valeur limite d'exposition professionnelle).

Il est complété, après le départ de l'entreprise de travaux, par un test de restitution, à la charge du maître d'ouvrage, réalisé selon la même méthodologie.

3 DÉSAMANTAGE

Le bâtiment existant a fait l'objet d'investigations dont les conclusions figurent dans les rapports de missions référencés comme suit :

- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante en date du 28/05/2008 - réalisé par NORISKO --> **PRESENCE D'AMIANTE**;
- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante en date du 13/10/2017 - réalisé par DEKRA --> **PRESENCE D'AMIANTE**;
- Dossier technique amiante en date du 09/10/2017 - réalisé par DEKRA --> **PRESENCE D'AMIANTE**;
- Rapport de repérage amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (dit « avant travaux ») en date du 22/03/2022 pour les salles C211 et E100 - réalisé par AED Expertise --> **PRESENCE D'AMIANTE** ;
- Rapport de repérage amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (dit « avant travaux ») en date du 22/03/2022 pour les bureaux A316, A324 et A326 du 3^{ème} étage - réalisé par AED Expertise --> **ABSENCE D'AMIANTE** ;
- Rapport de repérage amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (dit « avant travaux ») en date du 22/03/2022 pour les deux cages d'escalier du bâtiment - réalisé par AED Expertise --> **PRESENCE D'AMIANTE** ;
- Rapport de repérage amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (dit « avant travaux ») en date du 22/03/2022 pour le hall principal - réalisé par AED Expertise --> **ABSENCE D'AMIANTE** ;
- Rapport de repérage amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (dit « avant travaux ») en date du 29/03/2022 pour le RDC et RDJ (salles A41, A42, A44, A40, A45, A47, A49, A37, A35, A34, A34bis, Stockage, Circulation, Salle noire, Sanitaires, A2, A3, A1, Bureaux 1 et 2 - réalisé par AED Expertise --> **ABSENCE D'AMIANTE** ;
- Dossier de diagnostic technique (repérage HAP et amiante avant travaux) en date du 04/02/2026 pour les enrobés bâtiment A - réalisé par DIAGOBAN --> **PRESENCE D'AMIANTE** ;
- Dossier de diagnostic technique (repérage amiante avant travaux) en date du 04/02/2026 pour le sous-sol et le RDC bâtiment A - réalisé par DIAGOBAN ;
- Dossier de diagnostic technique (repérage plomb avant travaux) en date du 04/02/2026 pour le sous-sol et le RDC bâtiment A - réalisé par DIAGOBAN ;

Il a été reconnu de l'amiante pour :

- dalles de sol gris 30x30 + colle noire sous revêtement en place au sous-sol pour : cafétéria, atelier physique 4 ;
- **dalles de sol rose 30x30 + colle noire au sous-sol pour : atelier 2, salle informatique, salle de nettoyage, atelier technique 5 ;**
- conduit de fluides, gaine horizontale recouverte d'un flocage amianté au Sous-sol pour local RIA
- **colle noire sous dalles de sol blanc 30x30 PVC au RDC pour : A34, A35, A37, A40, A41 + réserves et RIA, A42, A44, A45, A47, A49, A50, A51 + réserves et RIA, Archives,**
- dalles de sol bleu 30x30 pour : amphithéâtre salles de projection 1, 2 et 3 ;
- conduit de fluides, gaine horizontale au RDC pour les WC ;
- conduit de fluides, gaine horizontale recouverte d'un flocage amianté au Sous-sol pour local RIA
- dalles de sol bleues de la cafétéria au sous-sol + dalles de sol jaunes ;
- dalles de sol rouges de la cage d'escaliers 0-1
- salle C211 dalle sol + colle noire + ragréage,
- cage d'escaliers : enduit ciment peint plafond, enduit plâtre sur mur béton, enduit ciment peint plafond sous escalier ;
- **les enrobés extérieurs pour le cheminement Nord-Est ;**
- **colle bitumineuse pour le dégagement au RDJ ;**
- **sous couche de revêtement souple et colle non bitumineuse pour ateliers 2 et 3 au RDJ ;**
- **colle bitumineuse et ragréage pour atelier 2 au RDJ ;**
- **joints mastic de vitrage pour les façades détectés en façade Est dans salle F. BRUNOT au RDC ;**
- joint de dilatation façade Est.

Sont mis en évidence en gras les zones concernées dans le cadre de la présente opération.

3.1 INSTALLATION DE CHANTIER – SANTE – HYGIÈNE – SÉCURITÉ

En complément des prestations explicitement décrites dans le présent document, l'entreprise doit inclure dans son prix global et forfaitaire toutes les prestations d'hygiène et sécurité imposées par :

- ses travaux,
- le code du travail et la direction du travail et de l'emploi,
- la Loi 93.1418 du 31/12/93 et la circulaire d'application : DRT n°9605 du 10/04/96 (Travail),
- les organismes de prévention : DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP.

Sont à inclure à ce titre, toutes les installations, équipements et prestations propres au présent lot, concernant l'hygiène et la sécurité du chantier, définie par le C.C.A.P. le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur S.P.S. et le plan de principe d'installation de chantier établis par le Maître d'œuvre.

L'entreprise devra remettre au Maître d'Œuvre et au Pilote, pour avis, un plan des installations de chantier.

3.1.1 Constat d'huissier des existants, avant travaux

Un constat d'huissier sera dressé par l'entreprise avant le démarrage des travaux.

Il devra prendre en compte l'état des existants en termes de voiries, bâtiments et parcelles voisines, les voiries, les tampons de réseaux divers, mobilier urbain attenant, les accès de chantier (porche d'accès et zone d'accès du côté restaurateur), le jardinet central, y compris les bordures et toutes sujétions.

Mode de métré : l'ensemble

3.1.2 Branchement électrique

Branchement électrique pour les besoins des travaux de désamiantage, y compris recherche préalable du point de raccordement, et câble de raccordement provisoire.

Prestations comprises :

- recherche du point de raccordement,
- fourniture et pose du câble de raccordement provisoire, avec tous les supports nécessaires pour son cheminement,
- raccordement au réseau,
- fourniture et pose ou location d'une armoire de comptage,
- frais de consommation et d'entretien à la charge du présent lot,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

Mode de métré : l'ensemble

3.1.3 Branchement eau

Branchement eau pour les besoins du chantier, y compris recherche préalable du point de raccordement, et conduite de raccordement.

Prestations comprises :

- branchement sur le réseau existant, conduites, grillage avertisseur,
- fourniture et pose ou location d'un compteur,
- frais de consommation et d'entretien,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux.

Mode de métré : l'ensemble

3.1.4 Installation base vie

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des locaux et des sanitaires à l'intérieur du bâtiment existant,

L'entreprise aura à sa charge la mise en place de :

- mobilier suffisant afin d'aménager une salle de réunion, des vestiaires, un réfectoire / micro-ondes etc...
- la caravanes de décontamination (phase désamiantage)

Prestations comprises :

- vestiaire adapté à l'effectif du chantier : armoires métalliques et bancs de chantier,

- réfectoire adapté à l'effectif du chantier : tables, chaises, réseaux de distribution eau, raccordement et évacuation, armoires à pharmacie,
- sanitaires : 1 wc, 1 urinoir, 1 douche avec cabine de déshabillage, lavabos, production d'eau chaude par chauffe-eau électrique, réseaux de distribution eau froide et eau chaude, raccordement et évacuation,
- salle de réunion adaptée à l'effectif du chantier : téléphone/fax, extincteur, panneau avec numéros d'urgence, armoires de rangement fermant à clé, casques neufs pour la maîtrise de chantier, table de réunion et chaises pour 10 personnes, dispositifs pour l'affichage des plans aux murs, climatisation pour les périodes de fortes chaleurs,
- pose de barillets provisoires afin de sécuriser les locaux,
- chauffage électrique, éclairage,
- affichage des consignes d'hygiène et de sécurité, + balisage spécifique à l'extérieur signalant l'intervention
- entretien journalier,
- poubelles extérieures et organisation de l'évacuation des ordures,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

Mode de métré : l'ensemble

Localisation : Suivant plan d'installation de chantier

3.1.5 Protections collectives

Fourniture et mise en place des protections collectives.

Prestations comprises :

- mise en place, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, des protections collectives demandées par les organismes de prévention (Inspection du Travail, OPPBTP, etc...) et transcrites dans le PGCSPS,
- mise en place de la fermeture provisoire du bâtiment,
- enlèvement des protections collectives en fonction de l'avancement du chantier,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

Mode de métré : à l'ensemble.

Localisation : à l'intérieur du bâtiment afin de délimiter et limiter l'accès aux zone concernées par les travaux de désamiantage.

3.1.6 Consignation des réseaux

La consignation des réseaux existants, fluides, électricité, eau, chauffage, téléphone, informatique, etc., sera effectuée par les Lots : Électricité et Plomberie Chauffage Ventilation.

L'entreprise du présent lot s'assurera auprès des exploitants avant son intervention que ces consignations ont été réalisées et notifiées par PV.

3.2 DÉSAMIANTAGE

Pour toutes les positions ci-dessous, sont compris :

- dépose des matériaux amiantés évitant toute production de poussière, mise sous sacs étanches, dépose des ouvrages accessoires, sortie et descente,
- évacuation des matériaux amiantés vers un centre de stockage ou de traitement agréé et frais de mise en stock (attestations de stockage à fournir avec quantités), évacuation des autres matériaux vers des décharges appropriées,
- y compris toutes sujétions nécessaires.

3.2.1 Établissement du plan de retrait

Établissement du plan de retrait, conformément à la réglementation en vigueur, un mois avant le début de l'intervention, et transmission aux organismes compétents, notamment à l'inspection du travail.

Le plan de retrait indiquera :

- la méthodologie de la dépose, du stockage sur le site et de l'évacuation,
- la dépose soignée sans découpage, ni poussières,

- le stockage immédiat sur le site du chantier sous forme de palettes avec protection par film plastique,
- les lieux de décharges, les procédés de confinement.

Mode de métré : l'ensemble.

3.2.2 Installations techniques pour le désamiantage

Installation de tous les équipements liés à l'activité de désamiantage selon les réglementations en vigueur. Compris délimitation de l'emprise du chantier, installation proprement dite, moyens de manutention, raccordements, maintenance et repliement en fin de travaux et toutes prescriptions du SPS concernant la clôture de chantier. Cette installation comprendra aussi la pose et la dépose en fin de chantier de toute la signalisation amiante aux abords et aux accès du chantier selon réglementation en vigueur.

3.2.3 Confinement

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc.) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recoupement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Elle devra la mise en place d'un film plastique sur la totalité des sols dans la zone de travail. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aéraulique prévisionnelle) et sera communiqué au SPS.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

3.2.4 Dépose de dalles de sol + colle noire

Dépose de revêtement de sol souple et sous couche contenant de l'amiante y compris les autres revêtements de sol de toute nature se trouvant en sous couche et ce quel qu'en soit le nombre de couches superposées.

L'entrepreneur devra livrer un support libre de tout matériau amianté.

L'ensemble comprenant implicitement tous travaux de confinement, l'installation de SAS, installation de renouvellement d'air, mesures libératoires et transmission des bordereaux de suivi de déchets.

Localisation : pour l'ensemble des locaux concernés par la présente opération au RDJ

Mode de métré : au m².

3.2.5 Dépose de menuiseries extérieures aluminium

Dépose avec soin des menuiseries extérieures aluminium comprenant joints mastics amiantés.

Dépose complète des châssis ouvrants et dormants avec pare close, vitrage et joint, y compris fermeture provisoire en panneaux agglomérés résistants à l'humidité et aux intrusions : cette fermeture, à mettre en place devra obligatoirement n'être démontable que de l'intérieur.

Localisation : pour les 2 châssis transformés en portes de garage au RDJ.

Mode de métré : à l'unité

3.2.6 Fourniture des mesures d'empoussièrement (après désamiantage et après déconfinement)

L'entreprise devra après son intervention de désamiantage :

Les mesures de 1ère restitution et de fin de chantier (avec obligation de résultat).

Le niveau d'empoussièrement devant être inférieur aux normes en vigueur.

- fournir des rapports d'essais sur prélèvements faits en fin d'intervention avec niveau d'empoussièrement inférieur au minimum réglementaire.

Mode de métré : A l'ensemble

3.3 FOURNITURE DES DOE / DIUO

Fourniture des plans et notices de constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés et le Dossier d'Intervention Ulérieure.

Le DOE comprendra notamment les plans de recollement, schémas unifilaires, notes de calcul, fiches techniques, notices d'exploitation, rapports d'essais et procès-verbaux de réception.

Fourniture de toutes les pièces de certification de traitement des déchets en trois exemplaires et sur support informatique notamment,

Mode de métré : à l'ensemble.

Fait à

le.....

Mention manuscrite "Lu et Approuvé" :

L'ENTREPRENEUR : (cachet et signature)